



Paris, le 14/11/2015

LA GARDE DES SCEAUX
MINISTRE DE LA JUSTICE

La garde des sceaux, ministre de la justice

à

Pour attribution

Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel
Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Supérieur d'Appel
Mesdames et Messieurs les procureurs de la République
près les tribunaux de grande instance
Madame la procureure de la République financier
près le tribunal de grande instance de Paris

Pour information

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel
Monsieur le président du Tribunal Supérieur d'Appel
Mesdames et Messieurs les Présidents des tribunaux de grande instance
Monsieur le membre national d'Eurojust pour la France

OBJET : Attentats terroristes. Etat d'urgence.

Les attaques terroristes qui viennent de frapper notre pays constituent un péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public. Elles ont amené le président de la République à déclarer l'état d'urgence en application des dispositions de la loi du 3 avril 1955.

Par décret en Conseil des ministres n° 2015-1475 du 14 novembre 2015, publié au journal officiel du 14 novembre 2015, l'état d'urgence a été déclaré, à compter du 14 novembre 2015 à zéro heure, sur le territoire métropolitain et en Corse ; il emporte également, aux termes de l'article 2 de ce décret, l'application du 1° de l'article 11 de la loi du 3 avril 1955 (pouvoir pour les autorités administratives d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit).

Le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015, également publié au journal officiel du 14 novembre 2015, a fixé les zones dans lesquelles les mesures mentionnées aux articles 6, 8, 9 et 11 1° de la loi du 3 avril 1955 s'appliqueront, à savoir l'ensemble des communes d'Ile-de-France.

Cette situation me conduit à vous rappeler le cadre juridique de l'état d'urgence et le rôle qui vous est dévolu pour assurer sa pleine efficacité.

I. L'état d'urgence

L'état d'urgence, prévu par la loi du 3 avril 1955, est déclaré en Conseil des Ministres pour une durée de douze jours, et ne peut être prorogé au-delà que par la loi.

En application de l'article 1^{er} de la loi du 3 avril 1955, l'état d'urgence a été déclaré sur tout le territoire métropolitain.

La publication de ce décret au journal officiel suffit pour que les préfets puissent prendre les mesures prévues à l'article 5 de la loi, et notamment interdire la circulation des personnes et des véhicules dans des lieux et aux heures fixés par arrêté (couvre-feu).

L'article 2 de cette loi prévoit que, dans la limite prévue par le décret déclarant l'état d'urgence, un décret simple fixe les zones où des mesures complémentaires recevront application.

Dans ces zones, le préfet peut, entre autres mesures, ordonner la fermeture provisoire de certains lieux publics, interdire, à titre général ou particulier, les réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre et, enfin, ordonner des perquisitions à domicile de jour comme de nuit. Les arrêtés pris par les préfets seront directement communiqués aux procureurs.

II. La mobilisation de l'autorité judiciaire

L'autorité judiciaire doit à l'évidence être pleinement impliquée dans la mise en œuvre de l'état d'urgence.

1. L'existence d'une infraction spécifique

L'article 13 de la loi du 3 avril 1955 punit d'un emprisonnement de deux mois et d'une amende de 3750 euros les personnes qui ont contrevenu aux dispositions suivantes :

- Circulation dans les lieux et aux heures interdits ;
- Violation de la fermeture des salles de spectacles, débits de boissons et lieux de réunion, tenue des réunions de nature à provoquer ou entretenir le désordre ;
- Refus de remise des armes de première, quatrième et cinquième catégories (partiellement A, B, C et D selon la nouvelle classification).

S'agissant d'un délit puni d'emprisonnement, le placement en garde à vue sera possible sur le fondement de cette seule infraction.

Les règles relatives au régime de garde à vue des mineurs trouveront à s'appliquer. Elles demeurent inchangées : pas de retenue des mineurs de 13 ans ni de prolongation de la garde à vue des mineurs de 13 à 16 ans.

S'agissant des poursuites, compte tenu de la peine d'emprisonnement maximale encourue de deux mois, les comparutions immédiates sont exclues, de même que, pour les mineurs, la procédure de jugement à délai rapproché prévue à l'article 14-2 de l'ordonnance du 2 février 1945.

Il conviendra donc d'utiliser les autres modes de poursuites rapides lorsque l'une des infractions visées ci-dessus apparaîtra caractérisée : convocation par OPJ et convocation par procès-verbal pour les majeurs avec possibilité de placement sous contrôle judiciaire par le

juge des libertés et de la détention, convocation par OPJ devant le juge des enfants, comparution à délai rapproché ou défèrement avec requête devant le juge des enfants pour les mineurs (article 8-2 de l'ordonnance précitée) en envisageant le cas échéant des réquisitions de placement en centre éducatif fermé.

2. Les perquisitions administratives

Le décret déclarant l'état d'urgence ayant prévu la possibilité pour les préfets d'ordonner des perquisitions à domicile de jour comme de nuit sur l'ensemble des communes d'Ile-de-France, il importe que l'articulation entre ces mesures de nature administrative et les procédures judiciaires liées à la découverte d'indices d'infractions pénales dans ce cadre soit parfaitement assurée.

Compte tenu de l'atteinte que ces mesures portent à la liberté personnelle des personnes qu'elles visent, un encadrement très précis est prévu : le préfet en décidera personnellement la mise en œuvre, et en précisera l'objet, les lieux et le moment. Le procureur de la République du lieu de la perquisition en sera informé sans délai.

Ces perquisitions devront être exécutées en présence d'un officier de police judiciaire territorialement compétent. La présence d'officiers de police judiciaire lors de ces perquisitions offre la garantie que puissent être effectuées des saisies auxquelles ceux-ci sont seuls habilités à procéder et permet la constatation d'éventuelles infractions.

Ces mesures ne pourront intervenir et se dérouler qu'en présence de l'occupant ou, à défaut, de son représentant ou de deux témoins.

Ces opérations donneront lieu à l'établissement d'un compte rendu dont copie sera adressée sans délai au procureur de la République.

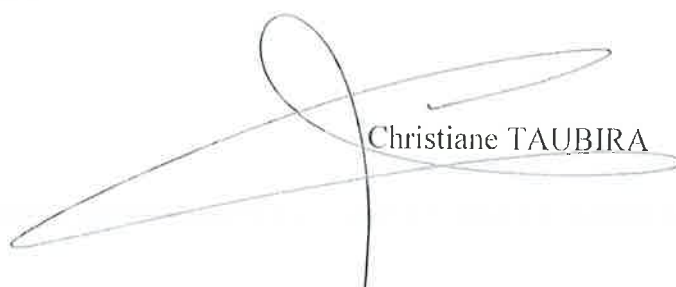
Si des faits susceptibles d'être pénalement répréhensibles sont constatés, une procédure judiciaire sera immédiatement diligentée en flagrance ou dans le cadre préliminaire.

Il conviendra de veiller à ce que les procès-verbaux précisent le cadre de la perquisition (visa des décrets) et qu'en cas de placement en garde à vue, la notification des droits inhérents à celle-ci soit réalisée dans les plus brefs délais. Les saisies susceptibles d'intervenir à l'occasion de ces perquisitions devront bien évidemment obéir aux règles du code de procédure pénale.

D'une manière générale, la réponse judiciaire spécifique aux actes commis dans le cadre de l'état d'urgence doit être empreinte de fermeté mais aussi de rigueur dans l'analyse des procédures soumises aux parquets.

Sont joints en annexe à la présente les deux décrets du 14 novembre 2015 ainsi que la circulaire que le ministre de l'Intérieur a adressée aux préfets.

Vous voudrez bien me rendre compte en urgence de toute difficulté d'application des présentes instructions sous le timbre du bureau de la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et le blanchiment.


Christiane TAUBIRA